

F. 1999 — 3817

[C — 99/31425]

N. 1999 — 3817

[C — 99/31425]

**23 SEPTEMBRE 1999.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 153 tel que modifié par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les formulaires 007 et 008 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme sont remplacés par les formulaires 007 et 008 joints au présent arrêté.

**Art. 2.** Le Secrétaire d'Etat qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 septembre 1999.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

J. SIMONET

Le Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire de la Rénovation Urbaine, des Monuments et Sites et du Transport rénuméré de personnes,

E. ANDRE

**23 SEPTEMBER 1999.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid artikel 153, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Op de voordracht van de Minister belast met Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

**Artikel 1.** De formulieren 007 en 008 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw worden vervangen door de formulieren 007 en 008 als bijlage van het besluit.

**Art. 2.** De Staatssecretaris bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 september 1999.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

J. SIMONET

De Staatsecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Stadsvernieuwing, Monumenten en Landschappen en Bezoldigd Vervoer van Personen,

E. ANDRE

Ministère de la Région  
de Bruxelles-Capitale  
Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement

Formulaire 007

Vos références :  
Nos références :  
Annexe(s) : ... plans.

PERMIS D'URBANISME

LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,

Vu la demande introduite par ...

relative à un bien sis ...

et tendant à ...

Attendu que l'accusé de réception de cette demande par la commune porte la date du .....

Vu la lettre recommandée du demandeur au fonctionnaire délégué en date du .....

reçue le ..... ;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 14 novembre 1996 et du 4 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 1996 relatif à la transmission de documents en vue de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de lotir, des demandes de certificat d'urbanisme et de certificat d'urbanisme en vue de lotir;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation;

Attendu que le collège des bourgmestre et échevins de ..... n'a pas notifié sa décision dans le délai fixé par l'article 119 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :

(1) - un plan particulier d'affectation du sol approuvé le ..... et dénommé .....

(1) dont la modification a été décidée par arrêté du .....

(1) - un permis de lotir n° ..... du .....

(1) dont la modification - l'annulation (1) a été décidée par arrêté du ;

(1) Attendu que la demande déroge au susdit plan particulier - permis de lotir (1); que par sa délibération du le collège des bourgmestre et échevins a émis un avis favorable - défavorable (1) sur la demande de dérogation;

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du

au et que réclamation(s) (n'a) (ont) été introduite(s);

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du ;

(1) Vu les règlements régionaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux d'urbanisme;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le permis est délivré à .....

pour les motifs suivants (2) :

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

1° respecter les conditions suivantes :

2° (3)

3° respecter les indications particulières reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3. (A n'utiliser que dans les cas définis à l'article 88 de l'ordonnance du 29 août 1991). Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du ...

Art. 4. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Art. 5. Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Art. 6. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Fait a ....., le .....

Le fonctionnaire délégué,

Notification au collège des bourgmestre et échevins de et à

Le .....

Le fonctionnaire délégué,

---

Note

(1) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

(2) Outre les motifs en relation avec le bon aménagement, le fonctionnaire délégué vise, le cas échéant, la conformité du projet avec les plans ou les projets de plan en vigueur et explicite sa décision au regard des observations et réclamations éventuelles.

(3) Ajouter, s'il y a lieu, les prescriptions imposées par les règlements régionaux et communaux d'urbanisme dans la mesure où elles complètent celles du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

---

Annexe 1 au permis d'urbanisme

Indications particulières à respecter pour la mise en œuvre du permis

Dispositions légales et réglementaires

Péremption et prorogation

Article 87 de l'ordonnance du 29 août 1991.

§ 1<sup>er</sup> Le permis est périmé si, dans les deux années de sa délivrance, le bénéficiaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 86.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande du bénéficiaire, le permis peut être prorogé pour une période d'un an. La demande de prorogation doit intervenir deux mois au moins avant l'écoulement du délai de deux ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> à peine de forclusion.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins lorsque le permis a été délivré par ce dernier.

Dans les autres cas, en ce compris celui visé à l'article 151, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

A défaut de décision des autorités visées aux quatrième et cinquième alinéas au terme du délai de deux ans, la prorogation est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation du permis ne peut faire l'objet des recours visés aux articles 129, 133, 144 et 148.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis.

§ 2. En cas de projet mixte au sens de l'article 108, § 2, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application de la présente ordonnance, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par la présente ordonnance ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter sont épuisés.

Le délai de péremption visé au § 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à partir de la délivrance du permis d'environnement au titulaire du permis d'urbanisme.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme.

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Publicité

Article 121 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 183, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Ministerie van het  
Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

Formulier 007

Uw kenmerk :  
Ons kenmerk :  
Bijlage(n) : .... plannen

STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,

Gelet op de aanvraag ingediend door .....

met betrekking tot een goed gelegen .....

en strekkende tot .....

Overwegende dat het ontvangstbewijs afgeleverd door de gemeente voor deze aanvraag de datum draagt van .....

Gelet op de aangetekende brief van de aanvrager aan de gemachtigde ambtenaar van ..... ontvangen op .....

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot aanwijzing van de gemachtigde ambtenaren gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 14 november 1996 en van 4 december 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juli 1996 betreffende de verzending van de documenten met het oog op de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en verkavelingsvergunning, de aanvragen om stedenbouwkundig attest en stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu gewijzigd bij besluit van de Regering van 10 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van ..... zijn beslissing niet betekend heeft binnen de termijn bepaald in artikel 119 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

(1) Overwegende dat er voor het gebied waarin het goed gelegen is :

(1) - een bijzonder bestemmingsplan bestaat, goedgekeurd op ..... en ..... genaamd;

(1) gewijzigd overeenkomstig het besluit van .....

(1) - een verkavelingsvergunning bestaat met nr. .... van .....

(1) gewijzigd - vernietigd (1) overeenkomstig het besluit van .....

(1) Overwegende dat de aanvraag afwijkt van voornoemd bijzonder plan - verkavelingsvergunning (1); dat het college van burgemeester en schepenen in zijn beraadslaging van ..... een gunstig - ongunstig (1) advies verstrekt heeft over de vraag om afwijking;

(1) Overwegende dat de aanvraag onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking van ..... tot ..... en dat (geen) ..... bezwaarschrift(en) is (zijn) ingediend;

(1) Gelet op het advies van de overlegcommissie van ;

(1) Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen;

(1) Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Besluit :

Art. 1. De vergunning wordt afgegeven aan ..... om volgende redenen (2) :

Art. 2. De vergunninghouder moet :

1° volgende voorwaarden naleven :

2° (3)

3° de bijzondere aanwijzingen vermeld in bijlage 1 van dit besluit in acht nemen.

Art. 3. (Slechts te gebruiken in de bij artikel 88 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 bepaalde gevallen). De vergunde werken en handelingen mogen niet langer in stand gehouden worden dan tot .....

Art. 4. Dit besluit wordt gelijktijdig betekend aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen.

Art. 5. De vergunninghouder geeft het college van burgemeester en schepenen alsmede de gemachtigde ambtenaar bij aangetekende brief kennis van het begin der vergunde werken of handelingen en dit ten minste acht dagen vóór ze aangevat worden.

Art. 6. Deze vergunning brengt geen vrijstelling mede van de verplichting tot het aanvragen van vergunningen die door andere wettelijke of verordenende bepalingen zijn voorgeschreven.

Opgemaakt te .....(datum)

De gemachtigde ambtenaar,

Betekening aan het college van burgemeester en schepenen van .....

..... (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

—————  
Nota

(1) Doorhalen wat niet van toepassing is.

(2) Naast de redenen in verband met de goede aanleg viseert de gemachtigde ambtenaar in voorkomend geval de conformiteit van het ontwerp met de vigerende plannen of ontwerp-plannen en verduidelijkt zijn beslissing ten opzichte van de eventuele opmerkingen en bezwaren.

(3) Zo nodig de voorschriften van de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige verordening toevoegen, voor zover zij de voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning aanvullen.

—————  
Bijlage 1 bij de stedenbouwkundige vergunning

Bijzondere aanwijzingen die voor de uitvoering van de vergunning

in acht te nemen zijn

Wettelijke en reglementaire bepalingen

Verval en verlenging

Artikel 87 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

§ 1 De vergunning vervalt indien de vergunninghouder binnen twee jaar na afgifte niet duidelijk met de verwezenlijking van de vergunning van start is gegaan of wanneer hij in de bij artikel 84, § 1, 1°, 2° en 4° bepaalde gevallen niet met de ruwbouw is begonnen of indien hij in voorkomend geval de bij toepassing van artikel 86 opgelegde lasten niet heeft uitgevoerd.

(Het verval van de vergunning geschiedt van rechtswege.

Op verzoek van de vergunninghouder kan de vergunning echter met een jaar worden verlengd. De verlenging moet, op straffe van verval, worden aangevraagd ten minste twee maanden vóór het verstrijken van de in het 1ste lid bedoelde termijn van twee jaar.

De verlenging wordt door het college van burgemeester en schepenen verleend indien dit laatste de vergunning heeft verleend.

In de overige gevallen, met inbegrip van het in artikel 151 bedoelde geval, wordt de verlenging door de gemachtigde ambtenaar verleend.

Bij ontstentenis van de beslissing van de in het vierde en in het vijfde lid bedoelde overheid na het verstrijken van de termijn van twee jaar, wordt de verlenging geacht te zijn toegekend.

De beslissing tot weigering van de verlenging van de vergunning kan geen voorwerp zijn van de in artikelen 129, 133, 144 en 148 bedoelde beroepen.

Bij onderbreking van de werken gedurende meer dan een jaar, vervalt de vergunning eveneens.

§ 2. In het geval van een gemengd project, in de zin van artikel 108, § 2, wordt de stedenbouwkundige vergunning geschorst zolang er geen definitieve milieuvergunning werd verkregen.

De definitieve weigeringsbeslissing over de aanvraag om milieuvergunning houdt van rechtswege de nietigheid van de stedenbouwkundige vergunning in.

Voor de toepassing van deze ordonnantie is een beslissing slechts definitief wanneer alle openstaande administratieve beroepen tegen deze beslissing door deze ordonnantie betreffende de milieuvergunning uitgeput zijn of de termijnen om deze in te stellen verstreken zijn.

Het in de eerste paragraaf bedoelde verval begint maar te lopen zodra de houder van de stedenbouwkundige vergunning de milieuvergunning gekregen heeft.

Artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende het verval en de verlenging van de stedenbouwkundige vergunningen.

Het verzoek om verlenging wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen dat de vergunning heeft afgegeven of aan de gemachtigde ambtenaar wanneer de vergunning door een andere overheid dan het college van burgemeester en schepenen is afgegeven.

Openbaarmaking

Artikel 121 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Een mededeling die te kennen geeft dat de vergunning afgegeven is, moet op het terrein worden aangeplakt door de aanvrager, hetzij, wanneer het werken betreft, vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan, hetzij, in de overige gevallen, vanaf de voorbereidingen voor de handeling of handelingen en tijdens de hele uitvoering ervan.

Gedurende die tijd moet de vergunning en het bijbehorende dossier, of een door het gemeentebestuur of de gemachtigde ambtenaar gewaarmerkt afschrift van deze stukken, voortdurend ter beschikking van de in artikel 183 aangewezen ambtenaren liggen, op de plaats waar de werken worden uitgevoerd en de handeling of handelingen verricht.

Ministère de la Région  
de Bruxelles-Capitale  
Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement

Formulaire 008

Vos références :  
Nos références :  
Annexe(s) : ... plans.

REFUS DU PERMIS D'URBANISME

LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,

Vu la demande introduite par ...

relative à un bien sis ...

et tendant à ...

Attendu que l'accusé de réception de cette demande par la commune porte la date du .....

Vu la lettre recommandée du demandeur au fonctionnaire délégué en date du .....

reçue le .....

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 14 novembre 1996 et du 4 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 1996 relatif à la transmission de documents en vue de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de lotir, des demandes de certificat d'urbanisme et de certificat d'urbanisme en vue de lotir;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation;

Attendu que le collège des bourgmestre et échevins de ..... n'a pas notifié sa décision dans le délai fixé par l'article 119 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :

(1) - un plan particulier d'affectation du sol approuvé le ..... et dénommé .....

(1) dont la modification a été décidée par arrêté du .....

(1) - un permis de lotir n° ..... du .....

(1) dont la modification - l'annulation (1) a été décidée par arrêté du ;

(1) Attendu que la demande déroge au susdit plan particulier - permis de lotir (1); que par sa délibération du le collège des bourgmestre et échevins a émis un avis favorable - défavorable (1) sur la demande de dérogation;

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du

au et que réclamation(s) (n'a) (ont) été introduite(s);

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du ;

(1) Vu les règlements régionaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux d'urbanisme;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le permis sollicité par ..... est refusé pour les motifs suivants :

Art. 2. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Fait a ....., le .....

Le fonctionnaire délégué,

Notification au collège des bourgmestre et échevins de et à

Le .....

Le fonctionnaire délégué,

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

## Dispositions légales

Recours au Collège d'urbanisme

Article 129 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur peut, dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou de la décision de refus du fonctionnaire délégué visé à l'article 128, introduire un recours contre cette décision auprès du Collège d'urbanisme.

Il peut également introduire un recours en cas d'absence de décision, dans les trente jours de l'expiration du délai visé à l'article 128, deuxième alinéa.

Copie du recours est adressé par le Collège d'urbanisme à la commune et au fonctionnaire délégué, dans les cinq jours de la réception.

La commune transmet au Collège d'urbanisme une copie du dossier dans les dix jours de la réception de la copie du recours.

Article 130 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

Article 131 de l'ordonnance du 29 août 1991.

La décision du Collège d'urbanisme est notifiée au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

Lorsque l'instruction du dossier nécessite que la demande soit soumise aux mesures particulières de publicité et/ou à l'avis de la commission de concertation, le délai prévu à l'alinéa premier est augmenté de trente jours.

Article 132 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le Collège d'urbanisme peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Les dérogations ne peuvent être consenties que conformément à l'article 118, § 2.

Les décisions du Collège d'urbanisme sont motivées.

Ministerie van het  
Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

Formulier 008

Uw kenmerk :  
Ons kenmerk :  
Bijlage(n) : .... plannen

WEIGERING VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,

Gelet op de aanvraag ingediend door .....  
met betrekking tot een goed gelegen .....  
en strekkende tot .....

Overwegende dat het ontvangstbewijs afgeleverd door de gemeente voor deze aanvraag de datum draagt van .....

Gelet op de aangetekende brief van de aanvrager aan de gemachtigde ambtenaar van ..... ontvangen op .....

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot aanwijzing van de gemachtigde ambtenaren gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 14 november 1996 en van 4 december 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juli 1996 betreffende de verzending van de documenten met het oog op de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en verkavelingsvergunning, de aanvragen om stedenbouwkundig attest en stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu gewijzigd bij besluit van de Regering van 10 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van ..... zijn beslissing niet betekend heeft binnen de termijn bepaald in artikel 119 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

(1) Overwegende dat er voor het gebied waarin het goed gelegen is :

(1) - een bijzonder bestemmingsplan bestaat, goedgekeurd op ..... en ..... genaamd;

(1) gewijzigd overeenkomstig het besluit van .....

(1) - een verkavelingsvergunning bestaat met nr. .... van .....

(1) gewijzigd - vernietigd (1) overeenkomstig het besluit van .....

(1) Overwegende dat de aanvraag afwijkt van voornoemd bijzonder plan - verkavelingsvergunning (1); dat het college van burgemeester en schepenen in zijn beraadslaging van ..... een gunstig - ongunstig (1) advies verstrekt heeft over de vraag om afwijking;

(1) Overwegende dat de aanvraag onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking van ..... tot ..... en dat (geen) .....bezwaarschrift(en) is (zijn) ingediend;

(1) Gelet op het advies van de overlegcommissie van ;

(1) Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen;

(1) Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Besluit :

Art. 1. De vergunning aangevraagd door  
is om volgende redenen geweigerd :

Art. 2. Dit besluit wordt gelijktijdig betekend aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen.  
Opgemaakt te ....., ..... (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

Betekening aan het college van burgemeester en schepenen van .....

..... (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Doorhalen wat niet van toepassing is.



## Wettelijke bepalingen

Beroep bij het Stedenbouwkundig College

Artikel 129 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager kan binnen dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen of van de weigeringsbeslissing van de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 128, tegen die beslissing in beroep gaan bij het Stedenbouwkundig College.

Bij ontstentenis van een beslissing kan hij eveneens in beroep gaan binnen dertig dagen na het verstrijken van de in artikel 128, tweede lid, bedoelde termijn.

Binnen vijf dagen na ontvangst zendt het Stedenbouwkundig College een afschrift van de beroepsakte aan de gemeente en aan de gemachtigde ambtenaar.

De gemeente zendt het Stedenbouwkundig College een afschrift van het dossier binnen tien dagen na de ontvangst van het afschrift van het beroep.

Artikel 130 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager of zijn raadsman, het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde, alsook de gemachtigde ambtenaar worden op hun verzoek door het Stedenbouwkundig College gehoord. Wanneer een partij vraagt om te worden gehoord, worden ook de andere partijen opgeroepen.

Artikel 131 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Van de beslissing van het Stedenbouwkundig College wordt aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigde ambtenaar kennis gegeven binnen zestig dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending die het beroep bevat. Ingeval de partijen worden gehoord, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

Indien de behandeling van het dossier vereist dat de aanvraag aan de speciale regelen van openbaarmaking en/of aan het advies van de overlegcommissie wordt onderworpen, wordt de in het eerste lid voorziene termijn met dertig dagen verlengd.

Artikel 132 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het Stedenbouwkundig College kan de vergunning afgeven, de afgifte ervan afhankelijk stellen van voorwaarden om een goede plaatselijke aanleg te waarborgen of de vergunning weigeren.

De afwijkingen kunnen slechts overeenkomstig artikel 118, § 2 worden toegestaan.

De beslissingen van het Stedenbouwkundig College worden met redenen omkleed.

Vu les formulaires 007 et 008 pour être joints à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 septembre 1999 modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme en exécution de l'article 128 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Gezien de formulieren 007 en 008 als bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 september 1999 tot wijziging het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen in uitvoering van artikel 128 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

J. SIMONET

Le Secrétaire d'Etat de l'Aménagement du Territoire,

E. ANDRE

De Minister-Voorzitter  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

J. SIMONET

De Staatssecretaris van Ruimtelijke Ordening,

E. ANDRE